



## REGLEMENT DE L'ESPACE CINERAIRE DU CIMETIERE COMMUNAL DE MONDICOURT

Le Maire de la commune de

- Vu la loi N°2008-1350 du 19 Décembre 2008 relative à la législation funéraire,
- Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2213-7 et suivants confiant au Maire la police des funérailles et des lieux de sépulture ainsi que les articles L.2223-1 et suivants relatifs aux cimetières et opérations funéraires,
- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles R.2223-1 et suivants relatifs à la réglementation des cimetières, sites cinéraires et opérations funéraires,
- Vu le Code pénal et notamment les articles 225-17 et 225-18 relatifs au respect dû aux défunts ainsi que l'article R.610-5 relatif au non-respect d'un règlement,
- Vu le Code civil et notamment les articles 78 et suivants relatifs aux actes de décès,
- Vu la ou les délibérations du Conseil municipal en vigueur ayant fixé les catégories de concessions et les tarifs,

Considérant qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, la salubrité, la tranquillité publiques, le maintien du bon ordre et de la décence dans l'espace cinéraire du cimetière communal.

### ARRETE

#### **ARTICLE 1 : DESIGNATION**

Le site cinéraire de la commune est situé dans le cimetière communal à l'emplacement E et F et comprend :

- un espace de dispersion,
- un columbarium

#### **ARTICLE 2 : DROIT A SEPULTURE**

Ont droit à sépulture dans l'espace cinéraire :

- toute personne décédée sur le territoire de la commune quel que soit son domicile,
- toute personne domiciliée sur le territoire de la commune alors même qu'elle serait décédée dans une autre commune,
- toute personne ayant droit à une sépulture de famille dans le cimetière communal, quels que soient son domicile et le lieu de son décès,
- aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

Dans la mesure où l'espace disponible le permet, le Maire peut autoriser, à titre exceptionnel, le droit à sépulture dans l'espace cinéraire du cimetière communal à des personnes n'entrant pas dans les catégories de personnes précédemment désignées mais démontrant des liens particuliers avec la commune. Dans ce cas, une demande motivée devra être formulée à la Mairie par écrit.

## **ARTICLE 3 : L'ESPACE DE DISPERSION**

### **3-1 Définition**

Un espace aménagé par la commune appelé espace de dispersion (ou "Jardin du Souvenir") est spécialement affecté à la dispersion des cendres à l'intention des personnes qui en ont manifesté la volonté.

Il est entretenu et décoré par les soins de la commune.

Sa mise à disposition donne lieu à la perception d'un droit de dispersion fixé par le Conseil municipal.

Un espace aménagé par la commune est réservé au dépôt des fleurs et plantes

### **3-2 Accès**

Toute dispersion doit faire l'objet d'une demande écrite préalable à la commune formulée par la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles afin de fixer un jour et une heure pour l'opération. Une autorisation du Maire doit être délivrée.

Les cendres y sont dispersées par l'opérateur funéraire librement choisi par la famille, en sa présence et sous la surveillance d'un représentant de la commune.

### **3-3 Dispositif du souvenir**

Un équipement réalisé par la commune permet l'inscription de l'identité des défunts dont les cendres ont été dispersées (stèle), selon les modalités fixées par le Conseil municipal.

Les noms, prénoms, dates de naissance et de décès des défunts dont les cendres ont été dispersées sont consignés dans un registre tenu en Mairie.

## **ARTICLE 4 : LE COLUMBARIUM**

### **4-1 Définition(s)**

Le columbarium est un équipement communal dont l'entretien reste à la charge de la commune. Il est composé d'emplacements dénommés "cases", en hors sol. Chaque case est mise à disposition des familles qui le désirent, afin d'y faire déposer les ou les urnes de leur (s) défunt (s).

### **4-2 Attribution d'un emplacement**

Une demande doit être présentée par la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles du défunt ayant fait l'objet d'une crémation.

Chaque emplacement est concédé par voie d'arrêté pour une durée de 50 ans et moyennant le versement d'un prix conformément à la délibération du Conseil municipal en vigueur.

La dimension de la concession est de 30x35 cm

Chaque case cinéraire peut recevoir jusqu'à 2 urnes maximum selon les dimensions standards d'urnes.

L'acte de concession prévoit les personnes de la famille pouvant en bénéficier ou, à défaut, la concession est familiale et y seront inhumés les urnes des membres de la famille en fonction de l'ordre des décès, à concurrence de la place disponible et de la dimension des urnes.

### **-4-3 Dépôt d'une urne**

Le dépôt d'une urne dans une case cinéraire devra être préalablement autorisé par le Maire sur demande écrite formulée par la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles du défunt ayant fait l'objet d'une crémation.

L'opération sera effectuée par l'opérateur funéraire librement choisi par la famille, en sa présence.

Chaque dépôt d'une urne donnera lieu au paiement de la taxe d'inhumation telle que fixée par le Conseil municipal.

### **4-4 Travaux**

A la demande des familles, les entreprises sont autorisées à procéder à l'inscription des noms, prénoms, dates de naissance et de décès des défunts dont les urnes y ont été déposées (pour les cases de columbarium : sur une plaque de gravure fournie par la commune).

Ces inscriptions devront être effectuées selon les indications données par la commune et sous la surveillance de celle-ci.

### **4-5 Dépôt des fleurs et plantes**

Des fleurs et plantes ne peuvent être déposées que dans le lieu spécialement prévu à cet effet.

La commune se réserve le droit d'enlever et de jeter les fleurs et plantes fanées afin de préserver la propreté et la décence du lieu.

#### **4-6 Renouvellement et reprise de concessions**

Chaque concession est renouvelable au tarif en vigueur au moment du renouvellement.

Le renouvellement peut être demandé par le concessionnaire ou l'un de ses ayants droit au terme de la concession et s'opérer dans les deux années qui suivent l'arrivée à échéance du contrat.

A défaut de renouvellement dans le délai légal imparti, la commune procédera au retrait de la ou les urnes non exhumées par la famille et à leur dépôt dans l'ossuaire communal ou à la dispersion des cendres dans l'espace de dispersion (ou Jardin du Souvenir). La ou les urnes seront alors immédiatement détruites.

#### **4-7 Registre(s)**

Les noms, prénoms, dates de naissance et de décès des défunts dont les urnes ont été déposées dans le columbarium sont consignés dans un registre tenu en Mairie.

#### **4-8 Retrait d'une urne à l'initiative de la famille**

Une urne ne peut être retirée qu'à la suite d'une demande écrite préalable formulée par le plus proche parent du défunt et après autorisation du Maire.

L'opération sera effectuée par un opérateur funéraire habilité, librement choisi par la famille. La famille devra s'assurer que la destination finale des cendres est conforme aux articles L.2223-18-2 à 4 du Code général des collectivités territoriales.

### **ARTICLE 5 : EXECUTION ET SANCTIONS**

Ces mesures sont applicables immédiatement, les arrêtés et règlements antérieurs ayant même objet, sont et demeurent abrogés.

Les contraventions au présent règlement feront l'objet d'un procès-verbal et les contrevenants seront poursuivis conformément à la loi, sans préjudice des actions en justice que les particuliers pourraient intenter contre eux à raison des dommages qui leur auraient été causés.

Monsieur le Chef de Brigade de la Gendarmerie de Pas en Artois,

Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué au cimetière, Monsieur le secrétaire de mairie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Préfet du Pas de Calais et affiché à la porte du cimetière ainsi qu'en Mairie.

Fait en Mairie

Le 29 Janvier 2019



La commune informe que cet acte réglementaire peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.